



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

France

Le taux du livret A va augmenter le 1er août

Le montant exact de cette hausse du Livret A sera communiqué prochainement par le ministre de l'Économie et le nouveau gouverneur de la Banque de France. Une bonne nouvelle pour ... • (Page 08)

Rapport

Perspectives agricoles OCDE-FAO 2026-2035

Le revenu agricole brut moyen mondial par travailleur devrait augmenter de 9 % d'ici 2035, grâce aux gains de productivité et à la stabilité générale des prix ... • (Page 09)

Filières café-cacao

Le Togo se positionne sur le marché premium européen

• (Page 03)



UMOA-Titres

Le Togo surperforme avec un taux de couverture record de 283,16 %

Le Togo confirme son attractivité sur le marché financier régional. Lors de l'adjudication du 26 juin 2026, le pays... • (Page 02)

Togo-Allemagne

L'Ambassadeur Claudius Fischbach salue la qualité du partenariat

En fin de mission, l'Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne au Togo, Dr Claudius Fischbach, a été reçu en ... • (Page 04)

Togo / Budgets verts

Auditer les dépenses climatiques pour plus de redevabilité

Le Togo accélère la modernisation de ses finances publiques en intégrant pleinement l'exigence climatique. Du 29 juin au 10 juillet 2026, 64 experts sont réunis à Lomé ... • (Page 06)

Gouvernance bancaire

• (Page 04)

SUNU Bank Togo nomme Yves Nanan au poste de Secrétaire général



Amou/Assemblée générale

La FNGPC dresse son bilan et envisage 150.000 T de coton graine en 2026

La Fédération nationale des groupements de producteurs de coton (FN-GPC) a tenu, le mardi 30 juin à Témédja, dans la commune Amou 3, son assemblée ... • (Page 11)

CANALBOX

88 66

Coût de l'appel : 20FCFA

NOUVEAU !
INTERNET FIBRE RAPIDE & ILLIMITÉ
SOUSCRIVEZ EN LIGNE

SCANNEZ ICI
OU RENDEZ-VOUS SUR

Q | CANALBOX-SOUSCRPTION.CPAY.TG



UMOA-Titres

Le Togo surperforme avec un taux de couverture record de 283,16 %

Le Togo confirme son attractivité sur le marché financier régional. Lors de l'adjudication du 26 juin 2026, le pays a mobilisé 33 milliards FCFA sur 30 milliards recherchés, enregistrant un taux de couverture exceptionnel de 283,16 %, preuve d'une forte confiance des investisseurs.

• Wilson Lawson

Une levée de fonds au-delà des attentes. Nouvelle performance remarquable pour la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTC). À l'issue de son adjudication sur le marché des titres publics de l'Union Monétaire Ouest-Africaine (UMOA), le Togo a largement dépassé ses objectifs de mobilisation. Sur les 30 milliards FCFA initialement recherchés, l'État togolais a retenu 33 milliards FCFA, soit 3 milliards de plus que le montant visé. Cette opération a été marquée par un engouement particulièrement fort des investisseurs, avec un volume de soumissions largement supérieur aux attentes. L'opération révèle ainsi un excès de demande de près de 55 milliards FCFA, témoignant de l'intérêt soutenu du marché pour les titres souverains togolais.

Confiance renforcée des investisseurs

Avec un taux de couverture de 283,16 %, le Togo signe l'une des meilleures performances observées cette année sur le marché régional de l'UMOA-Titres. Ce niveau exceptionnel traduit une confiance grandissante des investisseurs envers la signature du pays. La structure des offres reçues met égale-



ment en lumière cet intérêt massif. Les taux proposés sur les Bons Assimilables du Trésor (BAT) ont oscillé entre 4,3000 % et 5,6950 %, tandis que ceux des Obligations Assimilables du Trésor (OAT) se sont situés entre 94,5600 % et 101,0000 %. Cette dynamique confirme que la signature togolaise demeure particulièrement attractive, aussi bien sur les instruments de court terme que sur les titres de maturité plus longue.

Le Togo parmi les signatures les plus prisées de l'UMOA

Au-delà des montants le-



vés, cette opération envoie un signal fort au marché régional. Le Togo s'im-

pose aujourd'hui comme l'un des émetteurs les plus recherchés de l'espace UMOA. Cette performance reflète la crédibilité de la politique budgétaire du pays ainsi que la solidité de sa trajectoire financière. Elle traduit également la confiance des investisseurs régionaux et internationaux dans la capacité du Togo à honorer ses engagements et à maintenir une gestion rigoureuse de ses finances publiques. En attirant une demande représentant près de 2,8 fois le montant sollicité, le pays renforce son positionnement sur le marché régional des capitaux.

Au service du financement du budget 2026

Cette septième sortie du Togo sur le marché régional s'inscrit dans le cadre de la stratégie de financement du budget 2026, arrêté à 2 751 milliards FCFA. Selon les projections des autorités, 463 milliards FCFA devront être mobilisés sur le marché des titres publics de l'UMOA afin de couvrir une partie des besoins de financement de l'État. À ce jour, après sept opérations, le Togo a déjà mobilisé 214,5 milliards FCFA. Il reste donc 248,5 milliards FCFA à lever pour atteindre l'objectif fixé. Cette progression illustre la régularité et l'efficacité de la stratégie de mobilisation des ressources mise en œuvre par les autorités financières.

AUX DÉCIDEURS ...

Dialogue de maturité économique

Le dialogue tripartite entre le Togo, l'Équipe Europe et Eurocham Togo, tenu le 26 juin 2026 à Lomé, symbolise une nouvelle étape dans la relation entre le Togo et ses partenaires européens : celle d'une coopération économique plus mature, plus structurée et résolument tournée vers les résultats.

Dans un environnement mondial caractérisé par des tensions géopolitiques, une reconfiguration des chaînes de valeur et un affaiblissement progressif du multilatéralisme, les États n'ont plus le luxe de l'improvisation. Ils doivent bâtir des partenariats solides, stratégiques et mutuellement bénéfiques. C'est précisément dans cette logique que s'inscrit cette nouvelle architecture de concertation. Le Togo envoie ici un signal fort aux investisseurs internationaux : le pays veut être un espace d'opportunités, de stabilité et de dialogue permanent avec le secteur privé. En instituant un cadre formel de concertation semestriel, le gouvernement fait le choix de la prévisibilité, de la transparence et du suivi des engagements. Trois piliers essentiels dans toute stratégie crédible d'attractivité économique.

Ce dialogue arrive également à un moment charnière pour le pays. Depuis plusieurs années, le Togo s'est engagé dans une dynamique de réformes profondes visant à améliorer son climat des affaires. Digitalisation des services publics, simplification administrative, modernisation fiscale, investissements massifs dans les infrastructures : ces avancées ne relèvent pas du hasard. Elles traduisent une volonté politique affirmée de repositionner le pays dans l'économie régionale et continentale.

Sous l'impulsion du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, le Togo a progressivement renforcé son image de hub logistique et économique au sein de l'Afrique de l'Ouest. Sa position stratégique sur le corridor Abidjan-Lagos, la modernisation de ses infrastructures portuaires, ainsi que les investissements dans l'énergie et le numérique, constituent aujourd'hui des atouts compétitifs indéniables.

Mais l'enjeu ne se limite pas à attirer des capitaux. La véritable question est celle de la qualité de l'investissement. Le Togo ne recherche pas uniquement des flux financiers ; il ambitionne des investissements capables de transformer durablement son économie. Des investissements qui créent de la valeur localement, favorisent le transfert de compétences, soutiennent les PME nationales et génèrent des emplois décents pour la jeunesse.

C'est là tout le sens du partenariat avec l'Équipe Europe. Avec la stratégie Global Gateway, l'Union européenne dispose d'outils financiers majeurs pour accompagner les investissements structurants en Afrique. Pour le Togo, cette initiative représente une opportunité stratégique de capter des financements orientés vers des secteurs à fort impact : infrastructures, industrie, logistique, agriculture, énergie et services.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Avec 312 entreprises européennes installées au Togo, 800 milliards de FCFA de chiffre d'affaires généré, plus de 9 000 emplois directs et 25 000 emplois indirects, la présence européenne constitue déjà un pilier important de l'économie nationale. À cela s'ajoutent près de 90 000 producteurs togolais intégrés dans les chaînes de valeur agro-industrielles.

Cette réalité démontre que la coopération entre le Togo et l'Europe ne part pas de zéro. Elle repose sur des bases solides, construites sur plusieurs décennies. Le défi aujourd'hui est de faire évoluer cette relation vers une dimension plus ambitieuse, plus intégrée et plus performante.

Le véritable test de ce dialogue ne sera cependant pas dans les déclarations d'intention. Il résidera dans sa capacité à produire des résultats tangibles. Les investisseurs attendent des signaux clairs. Le secteur privé togolais attend des opportunités réelles d'intégration. La jeunesse attend des emplois. Et l'économie nationale attend une transformation structurelle durable.

Le Togo a posé les bases. L'Europe a manifesté sa volonté d'accompagner cette dynamique. Il appartient désormais à l'ensemble des parties prenantes de transformer cette ambition en résultats concrets.

L'heure n'est plus aux intentions. Elle est à l'action, à l'efficacité et à l'impact. Car c'est de cette capacité collective à convertir le dialogue en investissements productifs que dépendra une part importante de l'avenir économique du Togo.

M.T

Image du jour



NASTEX 2026

Salon International Syrien du Textile

La Société GROWFAST, en collaboration avec la Fondation Syrienne des expositions et des marchés internationaux, annonce la reprogrammation officielle du salon.

- Rencontres d'affaires
- Échanges professionnels
- Développement de partenariats

Initialement prévu du 1er au 4 avril 2026, l'événement se tiendra désormais

Du 18 au 21 JUILLET 2026

Parc des Expositions de Damas République Syrienne

www.nastexfair.com

La CCI-Togo, au service des entreprises et du développement.

+228 22 20 88 47 www.cci.tg

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes. Source : tresor.economie.gouv.fr

Filières café-cacao

Le Togo se positionne sur le marché premium européen

En marge du World of Coffee Brussels 2026, le Togo a mis en lumière la qualité et le potentiel de ses filières café et cacao lors d'un cocktail professionnel à Bruxelles, avec l'ambition de renforcer sa présence sur le marché européen.

• Joël Yanclou

Une vitrine pour les filières togolaises. Le Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao a organisé, le 25 juin 2026 à l'Ambassade du Togo à Bruxelles, un cocktail dînatoire professionnel dédié à la promotion de la qualité du café et du cacao togolais. Cette rencontre a rassemblé plusieurs acteurs influents de la filière café-cacao aux niveaux international, régional et européen. Parmi les personnalités présentes figuraient la Directrice exécutive de l'Organisation Internationale du Café, le Secrétaire général de l'Organisation Inter-Africaine du Café, ainsi que des représentants de l'International Trade Centre. L'événement a également enregistré la participation de la directrice de Togo Mall, des représentants des partenaires EFICO et Silva Cacao, ainsi que de nombreux importateurs, torréfacteurs et chocolatiers venus de Belgique, des Pays-Bas, de France et d'autres pays voisins.

Bruxelles, carrefour des opportunités commerciales

L'initiative s'est tenue en marge du World of Coffee Brussels 2026, organisé du 25 au 27 juin 2026 à Brussels Expo. À travers ce rendez-vous, le Togo entend créer des connexions directes entre producteurs et exportateurs togolais d'une part, et acheteurs européens d'autre part. L'objectif est de favoriser un dialogue professionnel dans un cadre convivial, combinant découverte sensorielle, dégustation et échanges commerciaux. Cette stratégie traduit la volonté du pays de mieux valoriser ses produits agricoles sur les marchés internationaux, en



misant sur la qualité, la traçabilité et la durabilité.

Le pari de la qualité et de la durabilité

Le Togo affiche désormais des ambitions claires pour ses filières café et cacao : devenir une origine de référence sur le marché européen. Dans cette dynamique, les deux filières sont engagées dans un processus de mise en conformité avec le Règlement zéro-déforestation de l'Union européenne. Cette adaptation repose sur une stratégie nationale déjà en cours de déploiement ainsi que sur plusieurs initiatives pilotes jugées prometteuses. Cultivés avec soin et valorisés à travers des mécanismes de traçabilité renforcés, le café et le cacao togolais entendent répondre



aux nouvelles exigences du marché européen, particulièrement attentif aux enjeux environnementaux et sociaux. Cette montée en gamme représente un levier stratégique pour améliorer la compétitivité des produits togolais sur les marchés de niche.

De nouvelles collaborations commerciales

Au-delà des dégustations et des rencontres de networking, ce cocktail professionnel marque surtout le point de départ de nouvelles opportunités d'affaires. Les torréfacteurs et chocolatiers présents ont pu découvrir le potentiel du café et du cacao togolais, présentés comme des origines fiables, durables et à forte valeur ajoutée. Le Togo

entend ainsi renforcer son attractivité auprès des acheteurs européens en quête de produits différenciés et responsables. Avec cette offensive de séduction à Bruxelles, le pays confirme sa volonté de relever les défis du commerce international et de positionner durablement ses filières café et cacao parmi les origines privilégiées du marché européen.

Vers les marchés à forte valeur ajoutée

Le choix de Bruxelles n'est pas anodin. L'Europe demeure l'un des principaux marchés mondiaux de consommation de café et de cacao transformés. En ciblant directement des



importateurs, torréfacteurs et chocolatiers européens, le Togo cherche à réduire sa dépendance aux circuits commerciaux traditionnels et à accéder à des marchés offrant de meilleures marges. L'enjeu économique est donc de passer d'une logique d'exportation de matières premières à une logique de valorisation qualitative, permettant une meilleure rémunération des producteurs et des exportateurs. Pour le Togo, cela signifie davantage de recettes d'exportation, une meilleure stabilité des revenus et une amélioration de la balance commerciale agricole. L'entrée

Montée en gamme porteuse de valeur

en vigueur du règlement européen sur la déforestation (EUDR) constitue un tournant majeur pour les filières agricoles africaines. À court terme, cette réglementation représente un défi technique et financier important. Les pays capables de démontrer une production durable et traçable bénéficieront d'un accès privilégié au marché européen. Le Togo semble vouloir transformer cette contrainte réglementaire en opportunité commerciale.

Le café et le cacao togolais peuvent tirer profit du développement rapide des marchés de niche : café de spécialité ; cacao premium ; chocolat éthique ; produits issus de chaînes durables. Ces segments affichent des prix supérieurs aux marchés conventionnels. La prime qualité peut considérablement améliorer la rentabilité des filières. Ce qui peut favoriser l'émergence d'un "premium togolais" sur le marché européen. Si cette dynamique se consolide, les retombées économiques pourraient être importantes à plusieurs niveaux dont une hausse des revenus des producteurs ; une création d'emplois dans la transformation locale ; une attractivité accrue pour les investisseurs agro-industriels ; une augmentation des recettes d'exportation. Le véritable défi sera cependant de structurer durablement les filières. La compétitivité ne dépendra pas uniquement de la qualité du produit, mais aussi de la logistique, de la transformation locale et de la capacité à sécuriser des contrats commerciaux de long terme.

Gouvernance bancaire

SUNU Bank Togo nomme Yves Nanan au poste de Secrétaire général

SUNU Bank Togo annonce la nomination de Yves Nanan au poste de Secrétaire général. Effective depuis le 15 juin 2026, cette nomination s'inscrit dans la stratégie de consolidation de la gouvernance et de renforcement de la performance de l'institution.

● Joël Yanclo

Une nomination pour consolider la gouvernance. SUNU Bank Togo a officialisé la nomination de Yves Nanan en qualité de Secrétaire général, avec effet depuis le 15 juin 2026. Selon le communiqué de presse publié à cet effet, SUNU Bank Togo entend renforcer davantage son dispositif de gouvernance et soutenir son développement dans une dynamique axée sur la confiance, l'excellence opérationnelle et la performance durable. La décision traduit la volonté de l'établissement bancaire de consolider son positionnement sur le marché togolais tout en améliorant continuellement la qualité des services offerts à ses clients, partenaires et autres parties prenantes.

Une filiale d'un groupe panafricain de référence



SUNU Bank Togo est une filiale du Groupe SUNU, acteur majeur des services financiers et de l'assurance en Afrique. Présent dans 17 pays, le Groupe SUNU emploie plus de 5 000 collaborateurs et s'impose comme l'un des groupes panafricains de référence dans son secteur. Au Togo, SUNU Bank s'inscrit dans l'héritage d'une institution bancaire forte de plus de 60 années de présence. Avec un réseau de 20 agences réparties sur le territoire national, la banque

capitalise sur la solidité, l'expertise et le rayonnement continental du groupe pour créer de la valeur et accompagner durablement les acteurs économiques.

Profil expérimenté pour accompagner la croissance

La nomination de Yves Nanan marque l'arrivée d'un professionnel chevronné du secteur bancaire. Diplômé de l'Institut d'Administra-

tion des Entreprises (IAE) de l'Université de Poitiers ainsi que de l'Institut Technique de Banque, il totalise 28 années d'expérience dans le secteur bancaire. Son parcours et son expertise constituent des atouts importants pour accompagner les ambitions de croissance de SUNU Bank Togo dans un environnement financier en constante évolution.

Ecoute et l'action concertée

À travers cette nouvelle responsabilité, Yves Nanan af-

fiche une vision axée sur la continuité, l'écoute et la collaboration. « Je m'inscris dans la continuité d'une institution solide, porté par une démarche d'écoute, de compréhension et d'action concertée », a-t-il déclaré. Cette

prise de fonction intervient à un moment stratégique pour SUNU Bank Togo, qui poursuit son ambition de consolider son ancrage sur le marché togolais et de renforcer sa contribution au développement du secteur financier national.



Cadre permanent de concertation

Reprise des travaux du dialogue politique

Les acteurs politiques regroupés au sein du Cadre permanent de concertation (CPC) ont entamé le mardi 30 juin les travaux de la deuxième session au titre de l'année 2026. Ceux-ci seront consacrés à l'examen de plusieurs rapports issus des commissions mises en place lors de la précédente session, ainsi qu'à l'analyse de diverses questions liées à la vie politique nationale.

Pendant quatre jours, les représentants des partis politiques membres du cadre passeront en revue les recommandations formulées auparavant afin de dégager des positions consensuelles susceptibles d'être soumises à l'appréciation du gouvernement. "Le Cadre permanent de concertation demeure un espace privilégié où les divergences s'expriment dans le respect mutuel et où les solutions communes doivent primer sur les positions individuelles", a indiqué le président du CPC, Tchassona Traoré, à l'ouverture des travaux, invitant les participants à aborder les différents points inscrits à l'ordre du jour dans un esprit d'ouverture et de responsabilité. Le commissaire du gouvernement, le ministre de l'administration territoriale, Hodabalo Awaté, a, pour sa part, souligné le rôle important du CPC dans la consolidation de la démocratie. L'officiel a en outre insisté sur la nécessité de maintenir cette synergie entre les acteurs politiques afin de favoriser la concertation et la recherche de solutions consensuelles aux défis nationaux. « Seul, on ne peut rien faire. Pour aller loin, on

doit aller ensemble », a précisé Hodabalo Awaté. Pour rappel, le CPC, issu des recommandations de la Concertation nationale des acteurs politiques



(CNAP), constitue un cadre de discussion entre acteurs politiques sur les grands enjeux nationaux. Depuis sa mise en place, que ce soit sur des questions électorales, sociales ou encore institutionnelles, il s'est illustré comme un espace de dialogue favorisant l'expression des différentes sensibilités politiques.

(Togo Officiel)



Togo-Allemagne

L'Ambassadeur Claudius Fischbach salue la qualité du partenariat

En fin de mission, l'Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne au Togo, Dr Claudius Fischbach, a été reçu en audience ce mardi 30 juin 2026 par le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé.

Le diplomate allemand s'est félicité de l'excellence des relations entre Berlin et Lomé, soulignant la confiance mutuelle qui caractérise ce partenariat. « Je pars du Togo avec le sentiment que les relations bilatérales sont sur le bon chemin et que la coopération au développement continuera de manière très solide et très fructueuse. L'Allemagne sera toujours aux côtés du Togo et du peuple togolais », a-t-il précisé. Abordant les questions de paix et de sécurité, Dr Claudius Fischbach a salué les efforts engagés par le Président Faure Essozimna Gnassingbé pour consolider la stabilité nationale. L'Ambassadeur a également rendu hommage au Président du Conseil pour l'engagement du Togo en faveur de la paix, du dialogue et de la coopération régionale. Il a salué ses



initiatives diplomatiques de règlement pacifique des crises pour la stabilité en Afrique de l'ouest et sur le continent. « J'ai félicité Son Excellence Monsieur le Président du Conseil pour les efforts couronnés de succès visant à apaiser la situation dans le nord du pays, ainsi que pour le rôle de médiateur joué par le Togo dans la sous-région », a-t-il déclaré. La République fédérale d'Allemagne et le Togo entretiennent d'excellentes relations de coopération dans différents domaines, fondées sur un partenariat de confiance et une vision commune. Cette coopération couvre plusieurs secteurs prioritaires, notamment le développement

économique, la formation professionnelle, la transformation agro-industrielle, la décentralisation et la gouvernance. A ce jour, le portefeuille de la coopération allemande, tant technique que financière, est estimé à 555,66 millions d'euros, soit 364,51 milliards de FCFA. Par l'importance de cette enveloppe, l'Allemagne s'impose comme le premier partenaire bilatéral du Togo en matière de partenariat au développement, témoignant ainsi de la solidité des relations de coopération entre les deux pays.

Avec presidencedu-conseil.gouv.tg

Cours des devises du mercredi 1 juillet 2026

DEVISE	ACHAT	VENTE
Euro	655,957	655,957
Dollar us	572,250	579,250
Yen japonais	3,510	3,570
Livre sterling	758,250	765,250
Franc suisse	707,500	713,500
Dollar canadien	401,250	408,250
Yuan chinois	84,000	85,500
Dirham Emirats Arabes Unis	155,250	158,250

Source: BCEAO

UNION ÉCONOMIQUE ET
MONÉTAIRE OUEST AFRICAINE



VISION
PROSPECTIVE
UEMOA
2040

Huit pays, un destin commun

Togo / Budgets verts

Auditer les dépenses climatiques pour plus de redevabilité

Le Togo accélère la modernisation de ses finances publiques en intégrant pleinement l'exigence climatique. Du 29 juin au 10 juillet 2026, 64 experts sont réunis à Lomé pour auditer l'exécution des budgets verts 2024 et 2025 et mesurer l'impact réel des dépenses environnementales.



• Junior Aredola

Passer de la programmation à l'évaluation. Face aux défis climatiques croissants, l'heure n'est plus seulement à la planification, mais à l'évaluation concrète des dépenses engagées. La Direction Générale du Budget et des Finances (DGBF) a ouvert, le 29 juin 2026, un atelier de dix jours consacré à l'élaboration des rapports d'exécution des budgets verts 2024 et 2025. Cette initiative marque une évolution importante dans la gouvernance budgétaire du pays : passer des intentions aux résultats mesurables. Après une phase pilote impliquant neuf ministères en 2024, puis vingt-quatre en 2025, la budgétisation verte couvre désormais l'ensemble de l'administration centrale dans le cadre du budget 2026.

64 experts mobilisés autour de quatre chantiers prioritaires

Pendant dix jours ouverts, 64 participants, composés d'experts nationaux, de responsables des directions administratives et financières (DAF) ainsi que des points focaux de la planification sectorielle, sont mobilisés pour conduire cet exercice stratégique. Les travaux sont

dirigés par Mme KOUHOUE S. Akouvi Valérie, inspecteur central du Trésor à la DGBF et point focal national de la budgétisation verte au Togo, avec l'appui du Conseiller résident du Fonds Monétaire International auprès du ministre de l'Économie et des Finances. Quatre objectifs structurent cet atelier : collecter et consolider les données budgétaires climat-environnement des exercices 2024 et 2025 ; analyser la conformité entre les dépenses vertes exécutées et les prévisions initiales ; élaborer un canevas harmonisé conforme au manuel togolais de budgétisation sensible au climat et à l'environnement ; rédiger et finaliser les projets de rapports d'exécution. La démarche vise à produire une lecture claire, rigoureuse et transparente des dépenses publiques consacrées à l'environnement.

Mesurer l'impact réel des dépenses vertes

Au-delà de la programmation budgétaire, l'enjeu principal réside dans la capacité à démontrer que les ressources affectées au climat et à l'environnement ont effectivement servi les objectifs fixés. La méthodologie adoptée repose sur une approche participative combinant collecte de données, revue documentaire, analyse des données d'exé-

cution du budget de l'État et benchmarking avec des pays pionniers en matière de budget vert. Pour les autorités, cette étape est devenue indispensable. Voter un budget vert constitue une première avancée, mais cela reste insuffisant sans mécanisme de suivi rigoureux. « Pour que notre démarche soit crédible, transparente et efficace, nous devons désormais passer à l'étape essentielle de la redevabilité : évaluer ce qui a été réellement exécuté sur le terrain », a souligné M. SOVI Koku, directeur des études et analyses budgétaires, lors de l'ouverture des travaux.

Culture de transparence climatique

À l'issue de l'atelier, plusieurs résultats sont attendus : des données consolidées, une analyse de conformité finalisée, un canevas harmonisé validé et des projets de rapports d'exécution prêts à être adoptés. Pour le Togo, l'objectif est désormais clair : relier chaque franc CFA investi dans les dépenses vertes à un impact concret sur la protection de l'environnement et le renforcement de la résilience climatique. Cette démarche s'inscrit dans une logique plus large de reddition de comptes et d'amélioration continue de l'action publique.



Enseignement technique

La Côte d'Ivoire associe les start up à la réforme

La transformation numérique ne repose pas uniquement sur les infrastructures, mais aussi sur les compétences. En Côte d'Ivoire, le gouvernement mise sur un rapprochement entre les établissements de formation et les start up afin de mieux préparer les jeunes aux métiers émergents.

La Côte d'Ivoire veut rapprocher davantage son système de formation des besoins de l'économie numérique. Les autorités ivoiriennes ont signé la semaine passée un Pacte Industrie – Enseignement technique et professionnel (PIETP) avec la French Tech Abidjan afin d'associer les start up à la définition des compétences recherchées par les entreprises innovantes. L'initiative vise à réduire l'écart entre les formations dispensées dans les établissements techniques et les besoins d'un écosystème technologique en pleine expansion. À travers ce pacte, les start up s'engagent à contribuer à l'évolution des formations afin qu'elles répondent davantage aux besoins des métiers du numérique, notamment dans la data, l'intelligence artificielle, et la cybersécurité. L'accord consacre également leur implication dans la



modernisation des infrastructures pédagogiques, le développement des stages, de l'alternance et du mentorat, ainsi que dans les initiatives destinées à favoriser l'accès des jeunes filles aux filières technologiques. Il institue par ailleurs un cadre permanent de concertation entre les entreprises innovantes et les acteurs de la formation professionnelle. Cette évolution intervient alors que la Côte d'Ivoire cherche à renforcer son capital humain pour accompagner sa stratégie de transformation numérique. Ces dernières années, le pays a multiplié les initiatives en faveur de l'innovation, avec la mise en place de la Startup Act en 2023, le

développement des infrastructures numériques, la baisse progressive du coût d'accès à Internet et la montée en puissance des incubateurs. La montée en puissance de la French Tech Abidjan illustre cette dynamique. Créée en 2015 avec quelques entreprises, la communauté fédère aujourd'hui 75 entreprises technologiques issues de secteurs variés, allant de la fintech aux services cloud, en passant par la cybersécurité, la data, l'intelligence artificielle ou encore les technologies éducatives. Ses membres comptent parmi les principaux acteurs de l'innovation numérique opérant en Côte d'Ivoire.

Avec wearetech.africa

Cameroun

Un identifiant numérique pour les taxis de Yaoundé

Face aux défis de la mobilité urbaine, Yaoundé adopte une solution numérique pour identifier et suivre les taxis opérant dans la capitale. Le dispositif s'inscrit dans une logique de modernisation et de régulation du secteur.

La ville de Yaoundé accélère la numérisation de son système de transport urbain. Le maire Luc Messi Atangana a signé, le jeudi 25 juin, un arrêté instituant l'enregistrement numérique obligatoire des propriétaires et conducteurs de taxis opérant dans la capitale camerounaise. La réforme prévoit la création d'une base de données centralisée et l'attribution d'un identifiant numérique obligatoire à chaque taxi et à chaque conducteur afin d'améliorer la traçabilité du secteur. Le dispositif repose sur la plateforme Taxi-Yaoundé.com, développée par la Communauté urbaine de Yaoundé avec l'appui technique de la coopération allemande (GIZ). Chaque conducteur enregistré recevra un QR code personnel, tandis que chaque véhicule se



verra attribuer un numéro de portière unique destiné à remplacer les anciennes identifications. Les données collectées serviront exclusivement à la modernisation, à la sécurisation et à la digitalisation du transport urbain, précise l'arrêté municipal. L'enregistrement concerne l'ensemble des taxis jaunes titulaires d'une licence de transport urbain de première catégorie circulant dans les limites territoriales de Yaoundé. Les propriétaires et conducteurs devront présenter plusieurs documents administratifs, notamment leur pièce d'identité, leurs titres de transport, les documents du véhicule ainsi

que les justificatifs d'assurance et de visite technique. La municipalité garantit la confidentialité des informations recueillies, dont l'accès sera réservé aux seuls services habilités. Cette réforme s'inscrit dans les travaux engagés depuis plusieurs années pour moderniser la mobilité urbaine à Yaoundé. La capitale camerounaise, où les taxis constituent le principal mode de déplacement quotidien, cherche à mieux structurer un secteur largement dominé par l'informel afin d'améliorer la qualité du service, la sécurité des usagers et la gouvernance des transports. Le lancement de la plateforme Taxi-Yaoundé fait ainsi partie des actions prévues dans le cadre du Projet de mobilité urbaine de Yaoundé, soutenu par plusieurs partenaires internationaux.

Avec wearetech.africa



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mardi 30 juin 2026

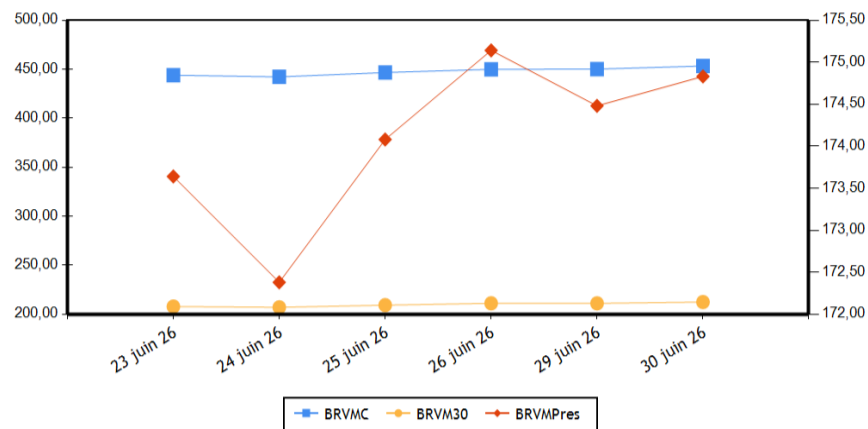
N° 121

BRVM COMPOSITE	453,21
Variation Jour	0,70 %
Variation annuelle	31,08 %

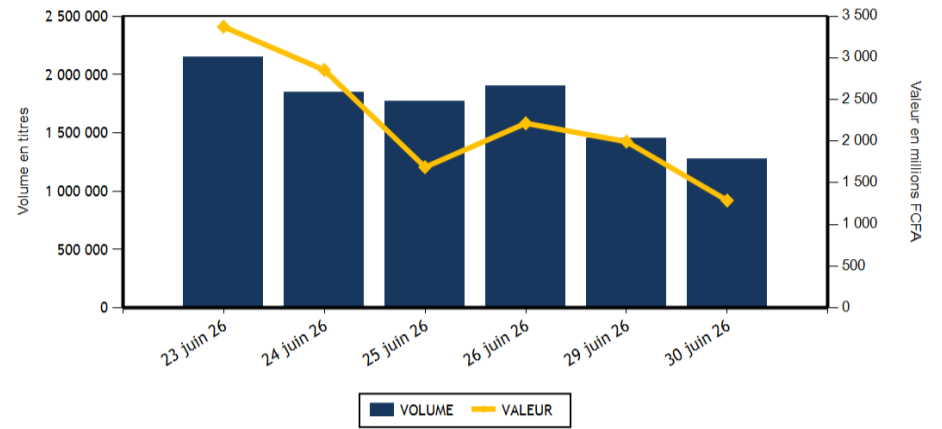
BRVM 30	212,45
Variation Jour	0,63 %
Variation annuelle	27,80 %

BRVM PRESTIGE	174,83
Variation Jour	0,20 %
Variation annuelle	21,20 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	17 459 175 542 545	0,70 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 275 023	-11,96 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 280 291 580	-35,32 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	26	-3,70 %
Nombre de titres en baisse	15	0,00 %
Nombre de titres inchangés	6	20,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SMB CI (SMBC)	17 735	7,45 %	86,68 %
SICABLE CI (CABC)	4 500	7,40 %	90,68 %
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	23 500	5,88 %	118,00 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	40	5,26 %	73,91 %
SICOR CI (SICC)	4 600	5,02 %	39,39 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	174,83	0,20 %	21,20 %	44 512	430 427 400	12,86
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	328,52	1,22 %	50,94 %	1 230 511	849 864 180	17,60

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	179,67	0,70 %	34,95 %	1 275 023	1 280 291 580	14,61

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	107,15	0,50 %	12,91 %	9 054	116 482 185	10,80
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	210,69	0,10 %	21,77 %	20 764	50 597 305	58,56
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	208,20	0,70 %	42,74 %	1 158 954	729 398 025	14,47
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	286,68	0,95 %	32,67 %	17 977	196 052 005	10,39
BRVM - INDUSTRIELS	6	221,43	-0,51 %	67,33 %	42 480	99 658 140	24,24
BRVM - ENERGIE	4	164,08	3,32 %	47,94 %	21 723	61 585 615	18,06
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	233,01	0,21 %	120,03 %	4 071	26 518 305	21,53

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	14,61
Taux de rendement moyen du marché	6,26
Taux de rentabilité moyen du marché	7,15
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	209
Volume moyen annuel par séance	1 691 590,00
Valeur moyenne annuelle par séance	2 768 314 912,14

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	13 106 651 765 205	0,00 %
Volume échangé	826	-55,59 %
Valeur transigée (FCFA)	7 590 000	-48,42 %
Nombre de titres transigés	7	-36,36 %
Nombre de titres en hausse	3	200,00 %
Nombre de titres en baisse		-100,00 %
Nombre de titres inchangés	4	-50,00 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNIWAX CI (UNXC)	1 825	-7,36 %	30,36 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	16 600	-3,43 %	3,75 %
ERIUM CI (Ex AIR LIQUIDE CI) (SIVC)	2 500	-2,91 %	58,23 %
AFRICA GLOBAL LOGISTICS CI (SDSC)	2 445	-2,78 %	61,39 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	2 330	-0,85 %	94,17 %

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	48,84
Ratio moyen de satisfaction	52,75
Ratio moyen de tendance	108,00
Ratio moyen de couverture	92,59
Taux de rotation moyen du marché	0,12
Prime de risque du marché	1,10
Nombre de SGI participantes	32

France

Le taux du livret A va augmenter le 1er août

Le montant exact de cette hausse du Livret A sera communiqué prochainement par le ministre de l'Économie et le nouveau gouverneur de la Banque de France.

Une bonne nouvelle pour les 83 % de Français détenteurs d'un livret A. Le taux de rémunération de l'épargne placée sur le Livret A « va augmenter » à partir du 1er août, a déclaré ce mardi Roland Lescure, dans un entretien au quotidien régional La Provence, avec un nouveau taux qui sera annoncé à la mi-juillet. « Le taux du Livret A sera orienté à la hausse sur proposition du gouverneur de la Banque de France », a indiqué le ministre de l'Économie, parlant d'une « bonne nouvelle pour l'épargne des Français », alors que le taux est fixé à 1,5 % depuis février.



les produits d'épargne réglementée qu'ils n'y ont déposé d'argent, et l'encours est en baisse de 630 millions d'euros. La somme totale déposée sur les quelque 58 millions de Livrets A, un montant global de 444,6 milliards d'euros, reste cependant importante après plusieurs années où les taux étaient remontés.

Les Français piochent dans leur livret A

En mai, pour le cinquième mois consécutif, les Français ont plus pioché dans

Choix du taux exact à venir

Sur la première moitié de 2026, le rendement net du Livret A, une fois l'inflation déduite, reste positif. Mais pour la deuxième moitié de l'année, cela dépendra du taux décidé par le ministre de l'Économie et le nouveau gouverneur de la Banque de France, Emmanuel Moulin. « On est en train de finaliser les calculs », a indiqué Roland Lescure, interrogé sur BFM TV ce mardi matin. Ce calcul tient compte du taux d'inflation, qui s'est établi en France à 2,4 % sur un an en mai, la hausse des prix s'étant accélérée en raison de la hausse des prix de l'énergie liée à la guerre au Moyen-Orient. Le directeur général du groupe Caisse des Dépôts, Olivier Sichel, avait également déclaré mi-juin que le taux du livret A devrait augmenter cet été.

(Avec AFP)

Coffret iconique

Un blockbuster sans disque qui enterre 30 ans de culture

Une boîte pour le jeu vidéo le plus attendu de l'année, Grand Theft Auto VI, sera potentiellement en vente en novembre, mais elle sera vide de tout disque. En supprimant le circuit physique, Rockstar élimine une part du prix absorbé par les intermédiaires et oriente l'essentiel des revenus vers les plateformes numériques.

Depuis près de trente ans, le studio Rockstar Games traite ses boîtes de jeux vidéo comme des affiches de cinéma, en leur donnant un style unique. L'ouverture des précommandes du jeu le plus attendu de la décennie, Grand Theft Auto VI, vient de reléguer ces coffrets au rang de simple artefact pour les plus nostalgiques. Le groupe a en effet annoncé que pour l'instant seule la version numérique sera disponible à l'achat. La boîte existera bien, mais sans disque, seulement pour embellir sa bibliothèque, donc. Se priver d'un disque est d'abord un choix financier. Le développement de GTA VI aura duré treize ans pour un budget estimé par les analystes entre 1 et 2 milliards de dollars, ce qui en ferait potentiellement le produit culturel le plus coûteux jamais conçu, cinéma compris.



boîte sans CD

D'après le cabinet Kantan Games Inc., un jeu vendu en boîte rapportait bien moins que son prix affiché à l'éditeur. Environ 30 % du prix de vente partait dans la poche du revendeur, et 5 % supplémentaires couvraient les frais de fabrication du disque. Concrètement, sur un jeu à 80 dollars (GTA VI sera vendu à 60 euros en France), Rockstar cédait jusqu'à 28 dollars avant même d'avoir allumé la console. En passant au tout-numérique, ce manque à gagner disparaît. Sans disque, Rockstar élimine également le marché de l'occasion et toute possibilité de re-

vente entre particuliers. La vérité, un peu cruelle pour les nostalgiques, c'est que Rockstar ne fait qu'acter une réalité déjà bien installée. Daniel Ahmad, analyste chez Niko Partners, indique que les ventes numériques représentent désormais « environ 80 % des ventes sur PlayStation et 90 % sur Xbox ». Même tendance en France puisque selon le rapport 2025 du Syndicat des éditeurs de logiciels de loisirs (SELL), la part des ventes physiques dans l'industrie du jeu vidéo est passée de 21 % à 12 % entre 2019 et 2024. En Europe, le panel GSD situe le numérique à environ 68 % des ventes. Les consoles sans lecteur ont accéléré cette bascule. Fin mai 2026, toujours selon Circana, 52 % des Xbox Series et 27 % des PlayStation 5 vendues aux États-Unis n'étaient équipées d'aucun lecteur optique. Cette décision a frustré quelques acteurs de la distribution.

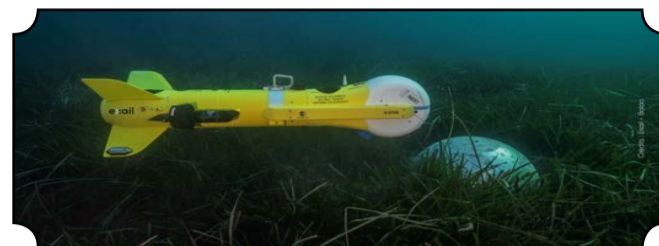
(Avec latribune.fr)

Aéronautique

Mariage de raison pour Exail Technologies qui s'offre à Safran

Le groupe familial Gorgé (actionnaire majoritaire d'Exail Technologies) et Safran sont en négociations exclusives concernant une éventuelle acquisition d'Exail Technologies par Safran. La volonté de sortir du fonds ICG oblige Exail Technologies à trouver une solution de repli la moins mauvaise possible...

Très grosse pression sur Exail Technologies et Safran. Les révélations de Bloomberg sur les négociations exclusives en cours entre les deux groupes en vue du rachat du groupe spécialisé dans la robotique (notamment lutte contre les mines) et la navigation par l'équipementier aérospatial et de défense contraignent les directions des deux groupes à accélérer leurs discussions. Selon nos informations, elles devraient vraisemblablement atterrir le week-end prochain. Toutefois, les deux groupes ont expliqué vendredi dans des communiqués séparés qu'il « n'existe aucune certitude que ces discussions aboutissent à un accord ou à la réalisation de l'opération envisagée ». Si les négociations échouaient entre les deux groupes, le groupe Exail Technologies a d'ores et déjà « des plans B », selon nos informations.



Pour le PDG et actionnaire majoritaire d'Exail Technologies (43,92 % fin 2025), Raphaël Gorgé, vendre Exail Technologies est un crève-cœur. Mais il n'a pas vraiment non plus le choix avec la volonté d'ICG (Intermediate Capital Group) d'encaisser plus tôt que prévu les « dividendes » de cette success-story. Soit avant la fin de 2026 (contre 2030). Safran devra tenir compte du facteur émotionnel de cette transaction pour ne pas se prendre les pieds dans le tapis. « Le fonds ICG nous apporte uniquement de l'argent. De l'argent dans de bonnes conditions et avec un engagement pour nous de lui trouver de la liquidité dans un horizon très long, qui est de l'ordre de 7 ou 8 ans », avait expliqué Raphaël Gorgé dans une interview accordée en

mars 2022 à La Tribune. C'est d'ailleurs pour cela que les dirigeants d'Exail Technologies prospectent depuis plusieurs mois le marché et ont approché Safran, qui s'est montré intéressé. Pour le groupe familial Raphaël Gorgé, il est impossible de refinancer seul une somme évaluée entre 710 millions et 1,2 milliard d'euros avec la sortie d'ICG d'Exail Holding, la filiale d'Exail Technologies qui avait acquis en 2022 iXblue. Ce gestionnaire d'actifs britannique spécialisé dans le financement des entreprises (dette privée, financement mezzanine, crédit structuré et capital-investissement) détient depuis le rachat de iXblue des obligations d'Exail Holding.

(Avec latribune.fr)

Une vente sous la contrainte

Droits de douane sur l'acier

L'Union européenne réserve la moitié de ses quotas à ses partenaires privilégiés

En doublant à 50 % ses droits de douane sur l'acier importé au-delà de nouveaux quotas réduits à 18,3 millions de tonnes par an, Bruxelles durcit la frontière commerciale tout en réservant la moitié de ces volumes à ses alliés – Royaume-Uni, Suisse, Turquie – pour protéger une sidérurgie européenne fragilisée par les surcapacités chinoises et les surtaxes américaines.

L'Union européenne a accordé mardi 30 juin un traitement de faveur à ses partenaires commerciaux privilégiés, comme le Royaume-Uni, la Suisse ou la Turquie, dans le cadre de ses nouvelles mesures visant à protéger l'industrie européenne de l'acier contre les surcapacités chinoises massivement subventionnées. À compter de mercredi, le droit de douane appliqué aux importations d'acier dépassant les contingents sera doublé pour atteindre 50 %, tandis que les volumes exonérés de droits à l'entrée dans l'UE seront réduits de près de moitié, soit – 47 %, pour



s'établir à 18,3 millions de tonnes par an. Sur ce total, la moitié des volumes est désormais réservée aux pays avec lesquels l'UE a signé un accord de libre-échange ou entretient des relations associées, l'autre moitié restant accessible à l'ensemble des exportateurs, y compris ces mêmes partenaires.

La Commission européenne précise que bon nombre de ces partenaires verront leurs quotas fixés de manière spécifique, proportionnelle à leurs volumes historiques d'exportation vers le marché européen, ce qui limite pour eux la baisse effective d'accès par rapport à la réduction moyenne de 47 %.

Londres, Berne et Ankara privilégiés

(Avec AFP et Reuters)

Rapport

Perspectives agricoles OCDE-FAO 2026-2035

Le revenu agricole brut moyen mondial par travailleur devrait augmenter de 9 % d'ici 2035, grâce aux gains de productivité et à la stabilité générale des prix agricoles, selon un nouveau rapport publié aujourd'hui par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Ces perspectives restent vulnérables à la volatilité des marchés engendrée par les crises et les conflits. Le rapport estime que si la fréquence des chocs observés ces dernières années se maintient, il existe une probabilité de 25 % que les revenus agricoles en 2035 soient inférieurs à leur niveau actuel. Les risques à court terme sont également importants, car la récente hausse des prix de l'énergie et la réduction conséquente de l'utilisation des engrais devraient affecter la production agricole en 2027. Si les pays à revenu élevé seront probablement en mesure d'absorber ces chocs, les pays à faible revenu sont confrontés à une détérioration de leur sécurité alimentaire. Les



Perspectives agricoles OCDE-FAO 2026-2035 fournissent un cadre de référence mondial pour les perspectives à moyen terme des marchés agricoles et halieutiques aux niveaux national, régional et mondial. Dans des conditions stables, la production agricole et halieutique mondiale devrait croître de 13 % au cours des dix prochaines années, principalement grâce aux gains de productivité et à l'intensification de la production, la croissance étant concentrée en Asie, en Afrique subsaharienne et en Amérique latine.

Investir dans des corridors commerciaux diversifiés

« Nos systèmes agroalimentaires sont sous pression et nos agriculteurs sont en première ligne face à la hausse des coûts de l'énergie et des engrais », a déclaré Mathias Cormann, Secrétaire général de l'OCDE. « Leur résilience est la clé de notre sécurité alimentaire. La protéger implique un meilleur soutien pour faire face aux chocs, des investissements soutenus dans la productivité et des marchés mon-

diaux ouverts et performants. » « Pour maintenir la croissance de la productivité des systèmes agroalimentaires, nous devons renforcer leur résilience. La résilience ne consiste pas à survivre au dernier choc, mais à se préparer au prochain », a déclaré QU Dongyu, Directeur général de la FAO. « En investissant dès aujourd'hui dans des corridors commerciaux diversifiés, des réserves régionales d'intrants agricoles essentiels, des infrastructures résilientes et un bouquet énergétique plus diversifié pour les systèmes agroalimentaires, réduisant ainsi la dépendance au pétrole, nous pouvons transformer la vulnérabilité en préparation et garantir que les perturbations temporaires ne se transforment pas en crises de sécurité alimen-

taire. »

Soutenir la croissance de la productivité

Les améliorations de productivité projetées devraient exercer une pression à la baisse sur les prix réels des produits agricoles. Si cela peut profiter aux consommateurs, cela pourrait créer des difficultés importantes pour les petits exploitants agricoles, plus vulnérables à la volatilité des marchés et souvent peu à même d'adopter les technologies nécessaires à l'augmentation de la productivité. Les gouvernements devraient donc soutenir la croissance de la productivité tout en améliorant l'accès des agriculteurs aux marchés et en proposant des programmes d'aide adaptés aux réalités locales. Dans les pays

à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, les consommateurs devraient diversifier davantage leur alimentation, notamment en consommant davantage de produits d'élevage, à mesure que leur niveau de vie s'améliore. En revanche, les pays à faible revenu, en particulier en Afrique subsaharienne, devraient continuer d'accuser un retard en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Parallèlement, la surconsommation alimentaire devrait persister dans les pays les plus riches. L'Asie du Sud-Est devrait représenter 39 % de la croissance de la consommation mondiale d'ici 2035, sous l'effet de la croissance démographique et de la hausse de la demande par habitant.

Avec fao.org

HOROSCOPE finance

Bélier Le climat astral de la journée pourra marquer pour vous de grandes satisfactions d'ordre matériel dans la mesure où vous ferez passer la raison avant la passion. Méfiez-vous surtout de l'avidité, et comprenez que votre intérêt réel n'est pas forcément dans la ligne d'un gain immédiat. Pensez à cultiver et à développer vos relations : elles vous seront tôt ou tard utiles à vos affaires.

Taureau Il faudra veiller à ne pas vous laisser entraîner dans une forme quelconque de spéculation ou de jeu, car contrairement à votre habitude, vous serez enclin à prendre des risques qui vous exposeront davantage à des mécomptes qu'à de plantureux bénéfices.

Gémeaux Vous aurez envie d'engager de gros frais pour aménager et décorer votre habitation. Alors qu'il est parfaitement souhaitable d'avoir un cadre agréable pour y évoluer, il serait imprudent de faire des dépenses qui excèdent largement ses revenus ; "sachez doser la quantité de sauce suivant la quantité du riz" (proverbe vietnamien).

Cancer Attention à Mars ! Cette planète a plutôt mauvaise réputation quand elle s'attaque aux finances. Alors, gardez sur votre compte les maigres subsides que vous aurez pu sauver de l'enfer des soldes ou promotions !

Lion Le secteur argent de votre thème ne subira cette fois l'influence d'aucun astre, ce qui devrait avoir pour conséquence de vous garantir un bon équilibre financier. Vous ferez preuve d'efficacité. Vous améliorerez votre équilibre budgétaire en vous montrant prévoyant et organisé, et aussi grâce au soutien de la chance.

Vierge Sur le plan pécuniaire, vous avez pu sentir une certaine stagnation. Vous aurez maintenant envie de faire bouger les choses malgré les obstacles et l'inertie environnante. Il vous faudra faire preuve de ténacité. Attitude qui sera payante, car vous trouverez des appuis qui vous permettront d'atteindre votre but.

Balance La planète Mars, très dynamique, va vous aider à faire les bons choix en matière d'argent. Mais attention : Mars a aussi pour conséquence de rendre très impulsif, et vous risquez de passer par une phase de douce folie. Ne dépassez tout de même pas votre budget, vous ne supporterez pas de voir votre compte en banque passer dans le rouge.

Scorpion Le pronostic est très réjouissant ! Il semble que l'argent cherchera à entrer dans votre escarcelle comme l'eau cherche à couler vers le bas, sans que vous ayez à faire quoi que ce soit de spécial pour provoquer l'événement.

Sagittaire Votre compte en banque va bénéficier de soutiens célestes particulièrement bénéfiques. C'est en effet Jupiter qui aura la haute main sur votre destinée financière. Jupiter, c'est la planète de la chance et de la réussite : c'est dire que vos efforts devraient enfin porter leurs fruits.

Capricorne Votre situation financière va devenir l'une de vos principales priorités. Pour certains, cela pourra se traduire par des difficultés qui les obligeront à reprendre sérieusement la situation en main, ce qui sera finalement positif. Pour les autres, ce sera l'heure de récolter les fruits des efforts passés.

Verseau Avec cet aspect de Jupiter, vous devriez pouvoir améliorer vos revenus ou, en tout cas, les stabiliser. Mais attention, Jupiter a un défaut : il rend trop optimiste et extrêmement dépensier. Vous aurez vraiment intérêt à vous méfier des envies qui vont vous passer par la tête !

Poisson Très bonnes perspectives financières. Vous pourrez redresser une situation bien compromise, ou encore faire fructifier habilement vos ressources. Cependant, vous pourriez être pris d'une fringale de dépenses.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations
d'analyses et d'investigations
économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication «
CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Agoè Assiyéy non loin de la Poste
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Hélène MARTELOT
(+228 90 49 27 88)

Rédacteurs

Joël YANCLO

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

BULLETIN HYDROLOGIQUE ET PRÉVISIONS DU 29 JUIN AU 08 JUILLET 2026

En cette fin du mois de juin 2026, la situation hydrologique au Togo est globalement en éveil.

◆ Lac-Togo — Station de Kpedji

STATUT : CRUE AVÉRÉE — Niveau de sévérité médium

Situation actuelle : Après des débits faibles de mai à mi-juin, une hausse brusque est observée autour du 28-30 juin avec un pic d'environ 32 m³/s, plaçant la station en **sévérité moyenne (jaune)**.

Prévision : Les prévisions annoncent toutefois une baisse progressive de l'indicateur et un retour aux conditions normales, ce qui laisse présager une diminution du risque à court terme

Une vigilance est nécessaire en cas de nouvelles pluies qui pourraient faire basculer vers la **sévérité haute (orange)**.

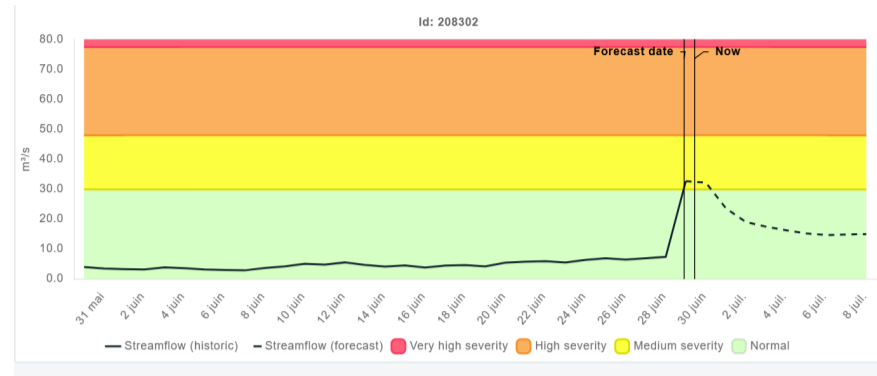


Figure 1 : Courbe de variation des débits à la station de KPEDI (Zio)

◆ Lac-Togo — Station de Togblécopé

STATUT : CRUE AVÉRÉE — Niveau de sévérité moyenne

Situation actuelle : Après des débits faibles de fin mai à mi-juin, une hausse notable est observée ce 29 juin plaçant la station en **sévérité moyenne (jaune)**.

La prévision: Légère poursuite de la hausse .

Une vigilance est recommandée autour du Zio.

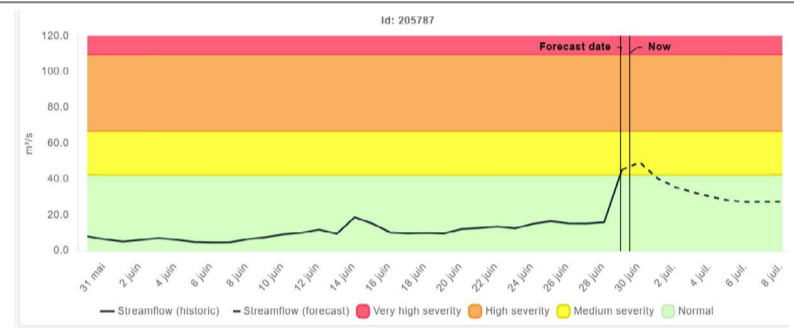


Figure 2 : Courbe de variation des débits à la station de Togblécopé (Zio)

Lac-Togo — Station de Gati

STATUT : CRUE AVÉRÉE — Niveau de sévérité Normal

Situation actuelle : Après des débits faibles et stables en zone normale (vert), une hausse brusque est enregistrée le 29 juin, avec un pic atteignant environ 15-17 m³/s, se situant toujours en zone normale mais très proche du seuil de sévérité moyenne (jaune) fixé à 25 m³/s. La prévision indique une **décru rapide** retournant en zone normale.

Une vigilance est recommandée autour du Haho.

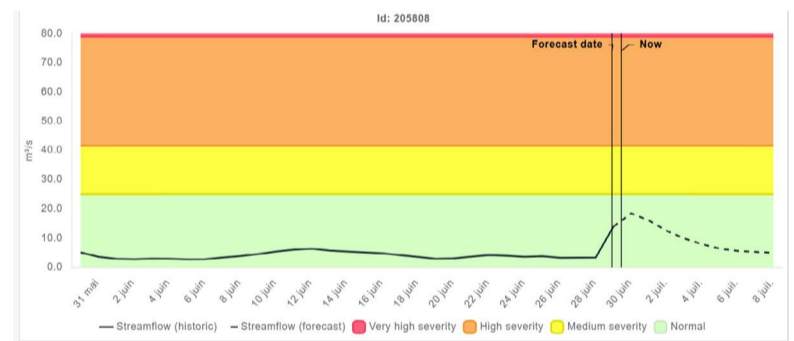


Figure 3 : Courbe de variation des débits à la station de Gati (Haho)

Le bassin versant du Lac Togo est globalement classé en sévérité moyenne, traduisant une situation de vigilance active, sans risque imminent de crue majeure.

◆ Mono — Station de Tététou

STATUT : NORMAL

les conditions restent normales. Les indicateurs demeurent largement inférieurs aux seuils d'alerte et les prévisions ne montrent pas d'évolution préoccupante. Aucune situation de risque notable n'est attendue à court terme ; une surveillance régulière reste néanmoins recommandée.

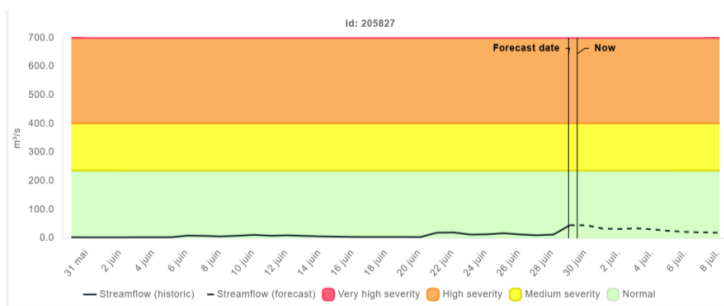


Figure 4 : Courbe de variation des débits à la station de TETETOU (Mono)

◆ Oti — Station de Mango

STATUT : NORMAL

la situation hydrographique demeure normale et maîtrisée, avec une tendance stable au cours des dix prochains jours. Aucun risque hydrologique notable n'est attendu à l'échelle du bassin, tout en maintenant une surveillance régulière des conditions météorologiques et hydrologiques.

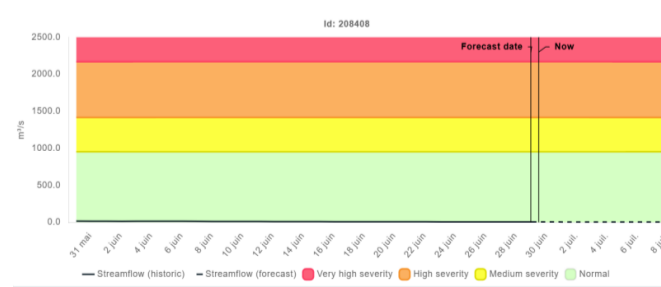


Figure 5 : Courbe de variation des débits à la station de MANGO (Oti)

DRE, 29 Juin 2026

Amou/Assemblée générale

La FNGPC dresse son bilan et envisage 150.000 T de coton graine en 2026

La Fédération nationale des groupements de producteurs de coton (FNGPC) a tenu, le mardi 30 juin à Témédja, dans la commune Amou 3, son assemblée générale ordinaire, exercice 2025.

La rencontre est placée sous le thème « Transformer les défis climatiques en opportunités d'innovation durable et de compétitivité pour le coton togolais ». Elle a réuni les délégués et partenaires de la filière autour d'enjeux stratégiques pour l'avenir de l'or blanc au Togo. Les participants ont adopté les rapports d'activités, moral et financier de l'exercice écoulé pour répondre aux exigences de gouvernance. Ils ont réfléchi sur l'impact direct des dérèglements climatiques tout en définissant des stratégies d'adaptation à court et moyen termes. Les rapports révèlent qu'en 2025, la filière a enregistré une production globale de 60 408 T de coton-graine, avec un rendement moyen de 1,066 tonne par ha sur une superficie emblavée de 74 000 ha. Bien que ces résultats affichent un recul par l'effet d'un déficit pluviométrique précoce dans le sud et de pluies tardives dans la région des Savanes, la FNGPC entend



transformer cette crise en levier d'innovation. Les cotonculteurs ont posé les bases techniques et économiques nécessaires pour relancer la dynamique de production et projeter la filière vers son ambition ultime, celle d'atteindre un cap de 150.000 T en 2026. Le président de la fédération, Kouroufeï Koussouwé, a exhorté les producteurs à une discipline rigoureuse. Il a, notamment insisté sur l'anticipation des dates de semis dès les premières pluies, la maîtrise des calendriers de traitement, ainsi que sur le strict respect des itinéraires techniques, gages d'une résilience accrue face aux incertitudes météorologiques. Le président a plaidé pour le maintien du prix d'achat du coton-graine à 300

FCFA le kilogramme. Il a sollicité un soutien accru pour stabiliser les coûts des intrants et des engrais, actuellement en hausse, tout en appelant à une lutte contre le détournement de ces produits subventionnés. Le directeur régional de l'Agriculture des Plateaux-Ouest, Konde Yaowi Afidenyo a réitéré l'engagement du gouvernement à soutenir le secteur cotonnier, en mettant en œuvre des politiques d'accompagnement adéquates pour optimiser la productivité et sécuriser durablement les revenus des producteurs face aux mutations climatiques. La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence du préfet de l'Amou, Gavlo Komi ainsi que des partenaires techniques et financiers. Avec Avec ATOP/KKT/ME

Lacs / Métiers de la culture

Un programme de formation des jeunes lancé à Aklakou

Le projet « Talent'ô Homé » (Maison des talents), un programme dédié à la formation des jeunes aux pratiques artistiques et aux métiers culturels, a été lancé le vendredi 26 juin à Aklakou, chef-lieu de la commune Lacs 2.

Ce projet est porté par l'Association FILBLEUES et la Coalition togolaise pour la diversité culturelle (CTDC). Il est mis en œuvre en partenariat avec la commission nationale de la francophonie (CNF TOGO), la commune Lacs 2, le Service de coopération et d'action culturelle (SCA) de l'ambassade de France au Togo et l'Association des ressortissants d'Aklakou-Hétchiavi Watchikomé à Lomé. Cette initiative s'inscrit dans la promotion des industries culturelles et créatives et du potentiel créatif des jeunes à travers l'employabilité et la formation professionnelle dans les métiers artistiques



et culturelles. L'objectif est de contribuer significativement à faire du secteur culturel, un secteur de promotion de l'auto-emploi des jeunes. Talent'ô Homé est un programme de formation en percussion et musique traditionnelle accessible à toutes les couches sociales et dédié aux jeunes de 6 à 16 ans. Il ambitionne de ren-

forcer les compétences des jeunes dans les domaines des arts et de la culture. Ce programme permettra également de renforcer l'économie culturelle locale et d'encourager la sauvegarde et la valorisation des pratiques patrimoniales de la percussion et la fabrication du Tam-tam.

Avec ATOP/DK/BV/KYA

Coupe du Monde 2026 :

Résultats & Calendrier

16e de FINALE

lun. 29 jun. à 22h30, Boston
Allemagne **Paraguay**
 1 1
 a.p. aux pénaltys (3-4)

mar. 30 jun. à 23h, New York
France **Suède**
 3 0

dim. 28 jun. à 21h, Los Angeles
Afrique du Sud **Canada**
 0 1

mar. 30 jun. à 03h, Monterrey
Pays-Bas **Maroc**
 1 1
 a.p. aux pénaltys (2-3)

ven. 03 jui. à 01h, Toronto
Portugal **Croatie**
 - -

jeu. 02 jui. à 21h, Los Angeles
Espagne **Autriche**
 - -

jeu. 02 jui. à 02h, San Francisco
Etats-Unis **Bosnie-H.**
 - -

mer. 01 jui. à 22h, Seattle
Belgique **Sénégal**
 - -

lun. 29 jun. à 19h, Houston
Brésil **Japon**
 2 1

mar. 30 jun. à 19h, Dallas
Côte d'Ivoire **Norvège**
 1 2

mer. 01 jui. à 03h, Mexico
Mexique **Equateur**
 2 0

mer. 01 jui. à 18h, Atlanta
Angleterre **RD Congo**
 - -

sam. 04 jui. à 00h, Miami
Argentine **Cap Vert**
 - -

ven. 03 jui. à 20h, Dallas
Australie **Egypte**
 - -

ven. 03 jui. à 05h, Vancouver
Suisse **Algérie**
 - -

sam. 04 jui. à 03h30, Kansas City
Colombie **Ghana**
 - -

8e de FINALE

sam. 04 jui. à 23h, Philadelphie
Paraguay **France**
 - -

sam. 04 jui. à 19h, Houston
Canada **Maroc**
 - -

lun. 06 jui. à 21h, Dallas
vainq. mat. 83 **vainq. mat. 84**
 - -

mer. 07 jui. à 02h, Seattle
vainq. mat. 81 **vainq. mat. 82**
 - -

dim. 05 jui. à 22h, New York
Brésil **Norvège**
 - -

lun. 06 jui. à 02h, Mexico
Mexique **vainq. mat. 80**
 - -

mar. 07 jui. à 18h, Atlanta
vainq. mat. 86 **vainq. mat. 88**
 - -

mar. 07 jui. à 22h, Vancouver
vainq. mat. 85 **vainq. mat. 87**
 - -

MIAPO ROLOU D'MABOL

AU CŒUR DE LA FÊTE
MONDIALE DU FOOT



BB LOMÉ S.A

*Prix de vente détail conseillé • *Alcool dangereux pour la santé. À boire avec modération.

CMJN

CMJN